



LA LETTRE de SERVICES PUBLICS

N°63

Mars 2016

Éditorial

Préparer les prochaines échéances

L'avenir du service public n'a toujours pas le débat public que le pays mérite. Techniquement complexe, politiquement passionné, ce débat doit être mené de façon ordonnée. Plus que jamais il faut un nouveau discours de la méthode de modernisation de l'action publique. *Services publics* a l'ambition de le favoriser.

Le programme de travail de l'association pour les mois à venir a pour but de nourrir un débat public sérieux, notamment dans la perspective des prochaines échéances présidentielles et législatives de 2017.

En 1980, les fondateurs de l'association *Services publics* justifiaient leur initiative par trois affirmations : le constat d'un affaiblissement du rôle des services publics ; la nécessité d'en renouveler l'image et le fonctionnement ; l'utilité de faire participer à la réflexion, sans tabous, non seulement les fonctionnaires, non seulement les responsables politiques, mais les citoyens, avec si possible l'aide des médias.

Au cours des trente-cinq années écoulées l'association a suivi de près les réformes engagées, dont certaines ont été inspirées par ses travaux.

Dans les quinze dernières années la situation s'est aggravée. Les difficultés sont devenues structurelles. Les informations qui remontent de partout et les multiples témoignages tendent à révéler le contraste grandissant entre le « désir » de service public – en matière de sécurité et de protection par exemple – et l'insatisfaction : celles des usagers, celle des agents et de leurs syndicats, et celle des responsables politiques qui vont jusqu'à mettre en cause « l'Administration ».

Ni l'information qu'en donnent les médias, ni les échanges sur les réseaux sociaux ne permettent de rendre compte de la gravité et de la complexité de la situation.

Nous proposons de répondre à quinze questions-clés (voir page 2), regroupées sous trois rubriques : le constat de la situation, les principes et le périmètre des services publics, les méthodes et les outils nécessaires pour adapter les services publics aux problèmes d'aujourd'hui. Les contributions seront illustrées par des cas pratiques dans une ou plusieurs politiques publiques au regard notamment de la jeunesse, en particulier dans les quartiers sensibles de la politique de la ville.

Adaptation : mot clé, mot d'ordre, mot pour un débat ordonné. Si, comme nous le disons déjà dans notre Plateforme de 2012, les services publics sont plus que jamais « une chance pour la France », cette chance doit être provoquée par un effort permanent d'adaptation.

associationsservicespublics@gmail.com

www.associationsservicespublics.com



LES 15 THÈMES DU PROGRAMME DE TRAVAIL 2016-2017

1/ Le contexte 2015 -2017 par rapport à celui de 2012

Thème 1 : Par rapport à 2012 (date de la plateforme) quels changements constatons-nous dans la société française ? (ce qui a changé comme ce qui s'est dévoilé)

Thème 2 : Comment prenons nous en compte des « tendances lourdes » issues notamment d'une contrainte budgétaire croissante et qui va sans doute perdurer. L'accroissement de la place du marché pose la question de la prise en charge de biens publics très divers non développés par le marché (investissements d'avenir, éducation...)

Thème 3 : Quels apports et limites des politiques publiques européennes par rapport aux politiques publiques nationales ? Quels sont les services publics européens que l'on ne désigne pas comme tels ? Y a-t-il des services publics qui seraient nécessaires à l'échelle européenne ?

2/ La réflexion sur le périmètre des services publics

Thème 4 : un besoin de services publics qui demeure, qui se transforme et devrait être réaffirmé ?

Thème 5 : quels sont les soubassements idéologiques qui nuisent à la clarté du débat sur le service public ?

Thème 6 : quels apports du service public à la cohésion sociale ?

Thème 7 : quelle territorialisation des services publics ? Rattrapage et continuité territoriale, quels services pour quels territoires, égalité d'accès et territoires fragiles, des services adaptés aux besoins

Thème 8 : quel usage des comparaisons internationales en matière de services publics ?

Thème 9 : Quel rôle pour les services publics territoriaux et associatifs ? Les impacts de la réforme territoriale, la coordination entre les intervenants (services de l'Etat, des collectivités territoriales, services des opérateurs, associations) ?

Thème 10 : Comment resserrer le lien entre la sphère publique administrative et le monde universitaire et de la recherche ?

3/ Les outils et les méthodes de l'action publique

Thème 11 : Quels outils doivent être mobilisés par le service public ? Les méthodes sont-elles à rénover / revoir ?

Thème 12 : Enjeux de simplification pour l'utilisateur, accès effectif aux droits et non-recours ?

Thème 13 : Quels sont les besoins des usagers ? Quelles sont les attentes des usagers ? Quelle participation des usagers au fonctionnement des services publics et à leur amélioration ? Comment mieux définir les attentes et les besoins des usagers, avec eux ?

Thème 14 : quels sont les impacts de la « révolution numérique » pour les services publics ? Quels sont les effets internes des nouvelles technologies pour les administrations et leurs organisations et comment peut-on les accompagner ? Comment le numérique permet-il de revoir les stratégies de prise en charge et de réallouer les moyens notamment pour répondre à des besoins non satisfaits ? Comment lutter contre les risques liés au tout numérique (citoyens / usagers en dehors des nouvelles technologies, zones enclavées...) ? A quelles conditions le numérique est-il facteur de progrès ?

Thème 15 : quelles sont les conditions du changement pour les services publics ? Quel levier prioritaire pour favoriser l'évolution des services publics dans un sens progressiste ? Ressources humaines, recrutement et formations, initiales et permanentes, du bas en haut de la hiérarchie ?

NOUS AVONS VU

NOUS AVONS LU



❖ *le projet 2017/2027 de France Stratégie*

www.francestrategie1727.fr

En vue d'éclairer les choix collectifs par des travaux d'étude et de prospective, le commissariat général à la stratégie et à la prospective (France Stratégie) a engagé le projet « 2017/2027 » visant à analyser les enjeux de la décennie qui suivra la prochaine élection présidentielle.

Douze thèmes d'appels à contribution et à débats sont proposés : la croissance mondiale d'une décennie à l'autre ; les nouvelles formes du travail et de la protection sociale ; la compétitivité : que reste-t-il à faire ? Quelle feuille de route pour l'Europe ? Tirer parti de la révolution numérique ; investir dans la jeunesse en faisant face au vieillissement ; modèle de développement et répartition du revenu ; quelles priorités éducatives ? Dette, déficit, dépense : perspectives pour les finances publiques ; politiques de l'emploi et du marché du travail ; dynamique et inégalités territoriales ; ambition et stratégie climatiques.

Cette démarche à longue portée est intéressante et fournit un cadre pour les choix d'intervention des services publics.

❖ *Nos mythologies économiques*

Éloi Laurent (éd. Les liens qui libèrent, février 2016)

Même si de plus en plus d'économistes dénoncent les impasses politiques dans lesquelles sont englués les gouvernements français et européens, les débats sur les questions économiques et sociales reposent structurellement sur des idées reçues, donc fausses. Les pouvoirs contemporains se sentent obligés d'invoquer ces pseudo-lois de l'économie pour démontrer leur sérieux et tenter de nous convaincre qu'il n'y a pas d'alternative.

Ces fausses évidences polluent le débat public. Elles détournent l'attention des citoyens des véritables enjeux dont ils devraient se soucier et débattre. L'association Services Publics a analysé l'une d'entre elles (les dépenses publiques, 57% du PIB ?), dans sa Lettre n°62.

Éloi Laurent, économiste à l'OFCE, enseignant à Sciences-Po et à Stanford, déconstruit le discours dominant qu'il classe en trois séries de « mythologies » : la néo-libérale, la social-xénophobe et l'écolo-sceptique et analyse quinze mythes contemporains parmi les plus rabâchés auprès de l'opinion : « l'État doit être géré comme un ménage », « les régimes sociaux sont financièrement insoutenables », « les réformes structurelles sont la clé de notre prospérité », « l'immigration entraîne une charge sociale insoutenable », « l'écologie est l'ennemie de l'innovation et de l'emploi », etc.

Prenons l'exemple de la flexibilité. Éloi Laurent rappelle que le marché du travail français est déjà hyper-flexible (via les contrats courts, l'intérim et les ruptures conventionnelles), et rien de convaincant ne démontre que davantage de flexibilité réduirait le chômage dans la situation actuelle. En revanche, cela aggraverait à coup sûr la précarité. L'augmentation de 50% du taux de chômage depuis 2007 est lié à la crise financière et aux politiques d'austérité, pas à la générosité supposée des droits sociaux, qui ont au contraire permis de réduire l'impact de la crise financière et de la réduction du déficit budgétaire à marche forcée. Enfin, abaisser les droits sociaux pour augmenter la croissance est une stratégie économique de pays qui s'appauvrissent : les pays émergents comme la Chine et l'Inde prennent la direction exactement opposée en s'efforçant d'investir les dividendes de leur développement dans la protection sociale.

Ce petit livre (112 pages, 12 euros) est une excellente antidote aux discours dominants.

Pierre Deblock

❖ *La fabrique du Monstre* Pierre Pujol (éd. des Arènes, 2015)

Pierre Pujol a reçu le prix Albert Londres en 2014 pour Quartiers shits, un reportage dans La Marseillaise sur la drogue dans la ville. Fin 2015 il a publié « La fabrique du monstre ». Le « monstre » c'est une société inhumaine – plutôt que le vote FN comme le dit le plus souvent la critique ; la « fabrique » c'est les mœurs « dans » (et « de ») la ville de Marseille ; mais selon l'auteur lui-même cette situation n'est pas propre à Marseille, c'est « l'illustration visible des malfaçons de la République française. »

Le polar m'a plus convaincu que l'essai. Les descriptions de la violence, de la drogue et de la corruption plus que les explications des ressorts sociologiques ou politiques. Les mauvaises mœurs y sont ; pas nécessairement les malfaçons des institutions.

Quoiqu'il en soit il faut en recommander la lecture à qui s'intéresse à la lutte contre les exclusions, dans les villes ou ailleurs. Même si ce n'est pas le propos central de l'auteur on voit bien que plus les quartiers sont dégradés plus il faut coordonner finement, quasiment bâtiment par bâtiment, les politiques publiques. La spécialisation des états-majors de l'emploi, de la santé, de l'éducation, du logement et de la police est inévitable. Mais on ne peut mener à bien des opérations « sur des quartiers » qu'avec un commandement unique. Même dans ce domaine régalien s'il en est, doivent s'articuler différents services de la police nationale – stupéfiants, mœurs, enfance délinquante, la police municipale, des polices privées – entrepôts, ports, grandes surfaces. Sans compter les militaires dans le cadre de la prévention des attentats.

Sur ce front de la sécurité publique et de la protection des citoyens, financés par les contributions publiques les plus variées mobilisés dans des montages de plus en plus complexes, se battent des employés et des bénévoles d'associations, des professionnels libéraux médicaux et paramédicaux, des fonctionnaires de l'Etat, des hôpitaux, des communes et des départements. Eux fabriquent le service public. L'auteur les montre hommes et femmes de chair et de sentiments ; le cas échéant avec « leurs faiblesses, leurs passions et leurs imprudences » ils sont à la fois des môles de réconfort, de secours, de réparation et d'espérance, et des soldats impuissants, parfois même les instruments de noirs desseins.

Gildas Le Coz

Réunion-débat : comment se fabrique le service public ? le cas de l'hôpital

Comment s'effectue l'immersion des valeurs, des obligations, des droits et des principes dans le monde réel des hommes et des femmes qui font le service public, et des hommes et des femmes qui en attendent des solutions à leurs difficultés ?

Un binôme formé par un directeur d'hôpital et un chirurgien nous dira comment leur service comprend et prend en compte les attentes des usagers, comment les instructions ministérielles sont comprises et exécutées, comment les attentes et les points de vue des personnels sont intégrés dans la démarche.

Cette réunion aura lieu mercredi 20 avril 2016 à 19h à la MDA13, 11 rue Caillaux (métro Maison Blanche ligne 7). Elle sera introduite par Jean Saric, professeur d'université et praticien hospitalier, et Philippe Vigouroux, directeur d'hôpital. Elle sera animée par Dominique Lacambre, membre du conseil d'administration de l'association.

Inscrivez vous sur associationservicespublics@gmail.com

COTISATIONS 2016

Nous sommes preneurs de vos contributions et de vos remarques. N'hésitez pas à nous les adresser à :
associationservicespublics@gmail.com

55 €, moins de 30 ans : **30 €**, soutien : **110 €**
chèques à l'ordre de : Association Services Publics, à adresser à
P. DEBLOCK, 4 rue Paul Gervais 75013 Paris

Les documents de l'association (numéros de la Lettre, productions des groupes de travail, brochures et plaquettes) sont en ligne sur le site de l'association :

www.associationservicespublics.com

